



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 1 au 5 avril 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

12,7%

La hausse des tarifs de  
l'électricité (NERSA)

**Zoom sur la Zambie qui, en pleine sécheresse, négocie avec le Mozambique pour réduire ses exportations d'électricité de 120 MW et cherche d'autres sources disponibles (Lusaka Times)**

Face au manque d'électricité disponible en Zambie, le gouvernement a entamé des négociations avec le Mozambique en vue de renégocier le contrat prévoyant la livraison de 120 MW de la Zambie vers le Mozambique. ZESCO, la compagnie nationale d'électricité zambienne, espère pouvoir obtenir l'accord du Mozambique pour modifier les contrats bilatéraux existants afin de retirer progressivement 120 MW du marché de l'exportation. Cela entraînerait une perte de revenus estimée à 110M USD. Cette demande est liée à la crise énergétique actuelle dont l'origine provient de la sécheresse amenée par le phénomène climatologique El Nino. Le secteur énergétique zambien est dépendant à 85% de ses barrages dont la production est fortement touchée à l'heure actuelle ce qui entraîne de forts délestages pour la population ayant accès à l'électricité (8h en moyenne). En outre, le ministre de l'énergie zambien M. Kapala, a souligné les négociations en cours entre ZESCO et Ndola Energy Company Limited, filiale du groupe britannique Africa Energy, pour reprendre les opérations d'une centrale à charbon de 105 MW. L'objectif annoncé est de conclure ces négociations d'ici avril 2024. Enfin, plusieurs projets à plus long terme ont été annoncés afin de doper le taux d'électrification du pays qui est aux alentours de 50%: les projets solaires photovoltaïque de 120 MW dans le cadre du programme GET-FiT (Global Energy Transfer Feed-in Tariff) soutenu par l'Allemagne via sa banque de développement la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), le gigantesque projet photovoltaïque de 500 MW entre ZESCO et le groupe émirati Masdar, le projet hydroélectrique de Luapula (CX) de 271 MW soutenu par la Banque Africaine de Développement (BAfD), ainsi que le projet hydroélectrique Lusiwasi Lower de 86 MW avec des financements chinois.

## Sommaire :

### Afrique australe

- *Adenia Partners* boucle un fonds de 470 MUSD (*Adenia*)

### Afrique du Sud

- Le déficit courant se creuse significativement en 2023 (SARB)
- L'inflation des prix à la production progresse légèrement au mois de février (StatsSA)
- Les recettes fiscales de l'exercice 2023/24 atteignent un niveau plus élevé qu'attendu (SARS)
- Création de la South African National Petroleum Company (SANPC) et nominations au Conseil d'Administration (Engineering News)
- Transnet attribue un contrat de 60M ZAR pour la construction d'une usine de dessalement de l'eau dans le port d'East London (Engineering News)

### Angola

- Inauguration du terminal polyvalent du port de Lobito géré par AGL
- Une large présence française à la conférence NewSpace Africa à Luanda (2-5 avril)

### Botswana

- Malgré un rebond de l'activité au quatrième trimestre, la croissance a ralenti en 2023 (StatsBots)
- Le Botswana souhaite attirer des opérateurs ferroviaires privés pour le transport de passagers (Mmegi Online)

### Mozambique

- Accord des autorités mozambicaines pour les termes du contrat de concession d'hydrocarbures confié à CNOOC

### Namibie

- La Banque centrale publie son rapport annuel (Bank of Namibia)
- La mine d'uranium de Langer Heinrich en Namibie a annoncé le redémarrage de sa production (Mining Review)

### Zambie

- La Banque mondiale a octroyé un don de 157 MUSD pour soutenir l'émancipation des femmes

### Zimbabwe

- Investissements chinois au Zimbabwe pour la réhabilitation d'une usine de coke (The Herald)

## Afrique australe

### **Adenia Partners boucle un fonds de 470 MUSD (Adenia)**

Le 3 avril, la société de capital investissement *Adenia Partners* a annoncé avoir bouclé son cinquième fonds *Adenia Capital V*, atteignant le plafond de financement (hard cap) de 470 MUSD. Parmi les principaux investisseurs, on retrouve les institutions financières de développement – partenaires historiques des fonds *Adenia* - (*Proparco*, *Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft*, *European Investment Bank*, *Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden*, *International Finance Corporation*, *Swiss Investment Fund for Emerging Markets* et *South Suez*) qui comptent pour 60% des montants investis. A noter également la présence du *Public Investment Corp. Ltd*, le gestionnaire de fonds de retraite des employés du gouvernement sud-africain, ainsi que de nouveaux investisseurs internationaux (*US International Development Finance Corporation*, *Findev Canada* et *Norfund*). Dans le cadre de ce cinquième fonds, deux investissements ont été finalisés dont une prise de participation au sein de l'entreprise sud-africaine *The Courier Guy*, service de livraison spécialisée qui encourage l'entrepreneuriat local dans la logistique du dernier kilomètre. Par ailleurs, *Adenia* devrait procéder à l'acquisition de douze filiales du groupe *Air Liquide* (sur les zones Afrique de l'Ouest, Centrale et Océan indien). La société, qui investit en Afrique dans une grande diversité de secteurs, dispose d'un bureau à Johannesburg et cible prioritairement les entreprises de taille moyenne (valorisation aux alentours des 40 MUSD). A ce jour, ses activités dans la sous-région australe se concentrent en Afrique du Sud (*The Courier Guy*, *Herholdt's Group* – distributeurs de produits électriques et solaires).

## Afrique du Sud

### **Le régulateur sud-africain augmente les tarifs de l'électricité de 12,7% alors qu'Eskom rate ses objectifs opérationnels (SA News)**

En mars, le *National Energy Regulator of South Africa (NERSA)* avait décidé d'une hausse des tarifs de la compagnie nationale d'électricité *Eskom*, désormais en vigueur depuis le mois d'avril. Cette hausse est de 12,74% pour les clients directs d'*Eskom*, et 12,72% pour les municipalités. Ces dernières ne répercuteront cependant pas ces hausses sur les consommateurs avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain. En outre, certains grands comptes devront s'acquitter d'une hausse de 13,29% due à une augmentation de la contribution pour l'électricité abordable (*Affordability subsidy charge*: +25,24%). Selon *Zaakirah Ismail* and *Christopher Wood*, économistes à la *South African Reserve Bank (SARB)*, les tarifs de l'électricité ont augmenté de 450% depuis 2008, année où les premiers délestages ont été enregistrés. Selon *André De Ruyter*, ancien CEO d'*Eskom*, ces hausses de prix devraient renforcer l'incitation pour les clients industriels et les ménages les plus fortunés à se doter de leurs propres capacités de génération. Cela concerne notamment les panneaux photovoltaïques, dont les coûts de production ont baissé de 42% en Chine en 2023, pour un prix actuel estimé à 0,26 USD/W. La banque *RMB* estime ainsi que 6 000 MW de capacités privées auront été connectées au réseau entre 2023 et 2025, un chiffre qui pourrait atteindre 25 300 MW d'ici 2030 (à comparer avec la capacité installée du pays d'environ 45 000 MW en 2023). Dans le même temps, *Eskom* a officiellement échoué à atteindre l'objectif, fixé par le Ministre des Entreprises publiques *Pravin Gordhan* en octobre 2022, de restaurer son facteur de disponibilité énergétique de ses usines à 65% au premier trimestre 2024. Sur les trois premiers mois de l'année, cet indicateur était en moyenne de 52,37%, soit un niveau inférieur au premier trimestre 2023 (54,71%). Ce faible niveau est dû aux nombreux arrêts de centrales, causés par des pannes d'équipements, des dysfonctionnements opérationnels, mais aussi des opérations de maintenance nécessaires. Pour compenser

ces déficiences, Eskom s'appuie largement sur des centrales au diesel dont le carburant a représenté un coût additionnel de près de 3 Mds ZAR (150 M EUR) chaque mois pour l'année 2023.

### **Le déficit courant se creuse significativement en 2023 (SARB)**

Le 28 mars, la Banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank*) a publié son bulletin trimestriel, présentant notamment les données relatives à la balance des paiements. Au cours de l'année 2023, l'Afrique du Sud a enregistré un déficit courant, qui s'est nettement creusé (+124%), pour atteindre 112,2 Mds ZAR (6,2 Mds USD, soit 2,4% du PIB). Pour rappel, le compte courant retrace la somme des échanges internationaux de biens et de services, ainsi que les revenus des facteurs de production (revenus primaires) et envois d'argent à l'étranger (revenus secondaires). Cette évolution confirme ainsi le retour à la tendance historique de ces vingt dernières années, observé l'année précédente après les excédents exceptionnels de 2020 et 2021. Ce résultat s'explique par la contraction de l'excédent commercial (54% à 103,5 Mds ZAR, soit 2,2% du PIB) puisque les importations ont fortement progressé (+8,1% à 1937 Mds ZAR – équipements énergétiques), à un rythme nettement supérieur aux exportations (+1,2% à 2040 Mds ZAR) – affectées par la baisse des cours des matières premières exportées (minières notamment). A l'inverse, le déficit de la balance des revenus primaires (structurellement le principal contributeur au déficit courant du pays), s'est significativement résorbé (-31,3% à 95,1 Mds ZAR, soit 17,1 Md USD), bénéficiant principalement de la baisse des versements de dividendes aux agents non-résidents (25%). De même, le déficit de la balance des services s'est réduit (-10,7% à 80,9 Mds ZAR), en lien avec la reprise de l'activité touristique. Concernant le compte financier, qui représente la somme des flux financiers entre un pays et le reste du monde (investissements directs, investissements de portefeuille - actions, obligations ou d'autres types d'investissements (produits financiers dérivés, avoirs de réserve...), l'Afrique du Sud a enregistré des entrées nettes de capitaux, pour un montant de 75,4 Mds ZAR (4,1 Mds USD, soit 1,6% du PIB), après

des entrées nettes de 135,2 Mds ZAR l'année précédente. Ce recul s'explique par la nette détérioration du compte d'investissement en portefeuille, traduisant un désintérêt croissant des investisseurs internationaux pour le marché sud-africain. Malgré les équilibres décrits ci-dessus (déficit du compte courant et sorties nettes de capitaux), le niveau des réserves a progressé au cours de la période (+2,3%, soit +1,4 Md USD) pour atteindre 62,5 Mds USD, soit un niveau jugé confortable (5,2 mois d'importations).

### **L'inflation des prix à la production progresse légèrement au mois de février (StatsSA)**

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsSA*), l'inflation des prix à la production (PPI) a atteint 4,5% sur un an au mois de février, après 4,7% en janvier. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,3%, soit une contribution positive de 1,2 point) qui réaccélérent après trois mois de ralentissement, le « coke, pétrole et produits chimiques et plastiques » (+4%, soit +1 point - porté par la hausse du pétrole : +5,8% sur un an) et les « métaux, machines et équipements » (+6,5%, soit +1 point). Selon les observateurs, l'indicateur devrait toutefois rebondir légèrement dans les mois à venir, en lien notamment avec l'impact de l'épisode de sécheresse (lié au phénomène climatique *El Nino*) sur les récoltes, qui devrait affecter à la hausse les prix des denrées alimentaires.

### **Les recettes fiscales de l'exercice 2023/24 atteignent un niveau plus élevé qu'attendu (SARS)**

Le 2 avril, la *South African Revenue Service* (SARS) a publié ses données préliminaires portant sur les recettes fiscales de l'exercice 2023/24. Les revenus nets de l'Etat devraient ainsi atteindre 1 740,8 Mds ZAR, soit 24,7% du PIB (dont 2 154,7 Mds ZAR de recettes brutes, et 413,8 Mds ZAR de remboursements d'impôts). Le montant est supérieur de 0,5% (9,5 Mds ZAR) aux projections présentées en février dernier lors du budget pour l'exercice 2024/2025, mais reste inférieur de 2,6% (46,6 Mds ZAR) aux anticipations initiales du budget de février 2023 pour l'exercice. Comparées à

l'exercice précédent, les recettes fiscales augmentent de 3,2%, portées par l'impôt sur le revenu (+8,2% à 651 Mds ZAR) qui bénéficie des créations d'emplois et de la hausse moyenne des salaires, et de la TVA (+6% à 448 Mds ZAR). A l'inverse, les recettes de l'impôt sur les sociétés reculent nettement (-8,9% à 317 Mds ZAR), dans un contexte de détérioration des résultats des grands groupes sud-africains (-17,5%). A noter que les contributions des PME progressent toutefois (+8,8%). Pour l'année 2024/25, l'agence table sur des revenus de 1863 Mds ZAR (+7%), un niveau identique aux prévisions du budget de février 2024, intégrant notamment les nouvelles mesures fiscales présentées dans le budget 2024/2025 qui devraient permettre de mobiliser 15 Mds ZAR supplémentaires. Dans son rapport, l'agence se félicite par ailleurs des progrès réalisés contre la fraude fiscale: le *Programme de conformité* (*Compliance Programme*) a ainsi permis de récupérer 294 Mds USD de recettes, un niveau en hausse de près de 30% sur l'exercice.

### **Création de la *South African National Petroleum Company* (SANPC) et nominations au Conseil d'Administration (*Engineering News*)**

Le Ministre des Ressources Minérales et de l'Energie (*Department of Mineral Resources and Energy*), M. Gwede Mantashe, a annoncé la création du premier conseil d'administration de la *South African National Petroleum Company* (SANPC). Il a également confirmé M. Godfrey Moagi dans ses fonctions de directeur général par intérim de la nouvelle entreprise publique. Le conseil sera présidé par l'ancien PDG de PetroSA, Sipho Mkhize, et devrait gérer la fusion des trois entités étatiques dans le domaine des hydrocarbures afin de former la SANPC; à savoir PetroSA (exploration, forage et commerce des hydrocarbures), iGas (supervision du secteur, promotion des investissements et pipelines) et le *Strategic Fuel Fund* (SFF- stocks stratégiques). Le DMRE a annoncé que la SANPC sera constituée en filiale du *CEF Group of Companies*. La *National Petroleum Bill*, qui devrait être promulguée prochainement, devrait entériner la création de ce géant national des hydrocarbures et a également

pour objectif de pallier les défaillances financières de PetroSA, qui pénalisent le secteur des hydrocarbures sud-africain à l'heure où ce dernier a l'ambition de fortement se développer avec la potentielle future exploitation de gisements pétroliers et gaziers dans le bassin de l'Orange et au large de Mossel Bay. En effet, au contraire de iGas et SFF, seule la division *Trading Supply and Logistics* de PetroSA était financièrement viable. La SANPC sera désormais en charge de toutes les activités de la chaîne de valeur du secteur telles que l'exploration, la production, le raffinage, la commercialisation et la vente de produits pétroliers, ainsi que la promotion du développement de l'industrie. Cette restructuration intervient dans le cadre d'une révision réglementaire plus large, prévue par une proposition de loi distincte intitulée *Upstream Petroleum Resources Development Bill* (projet de loi sur le développement des ressources pétrolières en amont), qui vise à séparer la gestion des ressources pétrolières de celle des ressources minérales. Elle définit aussi les conditions de la participation de l'État aux projets pétroliers offshore, en exigeant une participation de 20 % pour l'État et au moins 10 % pour les personnes éligibles à la législation BEE (*Black Economic Empowerment*).

### **Transnet attribue un contrat de 60M ZAR pour la construction d'une usine de dessalement de l'eau dans le port d'East London (*Engineering News*)**

La Transnet National Ports Authority (TNPA), filiale en charge de la gestion des ports du groupe étatique Transnet responsable des infrastructures en Afrique du Sud, a attribué un contrat de 60M ZAR pour la construction d'une usine de dessalement dans le port d'East London (*Eastern Cape*). Le contrat a été attribué à une coentreprise 100% sudafricaine, Sun Water East London, composée de Norland Civil Engineers and Contractors et d'Impact Water Solutions. Cette entité construira et exploitera l'usine pour sept ans. Il s'agit de la toute première usine de dessalement de l'eau de mer à être construite dans un des principaux ports d'Afrique du Sud. Elle produira 500 mètres cubes par jour d'eau potable et l'énergie utilisée sera d'origine

solaire. TNPA a annoncé viser à assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable dans ses ports d'ici 2029. Pour l'instant, l'entreprise publique a émis une demande d'information datant de 2022 pour d'éventuelles usines de dessalement dans les ports du Cap, de Durban, de Mossel Bay, de Ngqura, de Port Elizabeth, de Richards Bay et de Saldanha. Cette stratégie intervient dans un contexte de fort stress hydrique en Afrique du Sud.

## Angola

### Inauguration du terminal polyvalent du port de Lobito géré par AGL

Le 27 mars a été inaugurée, en présence du ministre des transports, la concession accordée à la société Africa Global Logistics (AGL - ex Bolloré) du terminal polyvalent (marchandises générales et conteneurs) du port de Lobito. Le terminal a une superficie de 241 millions de mètres carrés, une longueur d'amarrage de 1200 mètres, une profondeur de 14,7 m, une capacité de 600 000 tonnes de marchandises diverses et de 250 000 conteneurs 20 pieds par an, faisant de lui le second port du pays. S'il est modeste du point de vue international, le bénéfice de l'essor du corridor de Lobito et possède un potentiel important du fait de sa localisation à l'arrivée ou au départ de ce dernier. Le mouvement de marchandises dans le port de Lobito pourrait être proche cette année de 2 M tonnes (1,4 M de tonnes de marchandises manutentionnées en 2023). Le ministre a indiqué que sur un montant de 115 M USD à payer à l'autorité concédante, AGL a déjà versé 80 M USD, dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'investissement global de plus de 200 M USD.

### Une large présence française à la conférence NewSpace Africa à Luanda (2-5 avril)

Le Medef International a conduit une délégation française d'une douzaine d'entreprise à la conférence NewSpace Africa organisée par l'Union africaine qui réunit chaque année dans une capitale africaine les acteurs publics et privés du secteur spatial. La présence française était composée de toute la chaîne de valeur du domaine, des leaders industriels Airbus

Defence and Space et Thales aux plus petites entreprises. La délégation du Medefi a pu rencontrer le Président angolais et plusieurs ministres, ce qui a permis notamment de faire progresser le projet d'Airbus D&S de vente et lancement d'un satellite d'observation de la terre au bénéfice de l'Angola. La conférence qui a accueilli plus de 400 acteurs publics et privés du monde entier (dont Russie, Chine, USA) s'inscrit dans un environnement international de plus en plus concurrentiel.

## Botswana

### Malgré un rebond de l'activité au quatrième trimestre, la croissance a ralenti en 2023 (StatsBots)

Selon l'agence nationale de statistiques, le PIB a progressé de 1,9% au quatrième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 0,5% au second trimestre. L'économie a notamment été portée par l'industrie minière (+6,5% pour un secteur représentant près de 17% du PIB - diamants), l'administration publique (+5,9% pour 17%) et le BTP (+2,5% pour 11%). A l'inverse, la progression a été contrebalancée par la nette contraction des secteurs de l'eau et électricité (-85,4% pour 1%) et du commerce du diamant (-27,9% pour près de 2%). Sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance a ralenti à +2,7%, après +5,5% en 2022, un niveau inférieur aux prévisions du gouvernement dans le budget de 2023/2024 et du FMI (aux alentours des 4%). Cette contreperformance traduit notamment un fléchissement de l'activité diamantifère et des activités de polissage (en lien avec un recul de la demande) ; malgré une bonne tenue du secteur tertiaire, notamment des services financiers. Sur le plan de la demande, les mauvaises performances du commerce extérieur ont fortement pesé sur la croissance (-26% soit une contribution négative de 6 points), alors que la consommation des ménages (+5,6%), la consommation du gouvernement (+4,2%) et l'investissement (+4,2%) se sont bien tenus. La croissance devrait toutefois repartir à la hausse dès 2024 (+4,1% anticipé

par le FMI), en lien avec un rebond de la demande mondiale de diamant attendue sur l'année et le développement de projets d'infrastructures (routières, ferroviaires, gestion de l'eau et énergétiques) annoncés par le gouvernement.

### **Le Botswana souhaite attirer des opérateurs ferroviaires privés pour le transport de passagers (*Mmegi Online*)**

Selon un avis public publié cette semaine, le service public ferroviaire botswanais *Botswana Railways* recherche des prestataires de services susceptibles de collaborer ou de s'associer à la fourniture de services de transport ferroviaire de passagers. Botswana Railways a également annoncé étudier la possibilité d'un dégroupage de ses activités en trois filiales distinctes : une entreprise pour les lignes de chemin de fer, une pour le matériel roulant et une dernière pour les activités le long de la ligne. Certaines de ses filiales pourraient potentiellement être privatisées, partiellement ou entièrement. A l'heure actuelle, le train de luxe Rovos est le seul train à passagers à emprunter le faible réseau ferroviaire du pays à destination des chutes Victoria. Tous les autres trains, que ce soit le train de luxe « Blue Train » ou les trains de Botswana Railways, ont arrêté leurs liaisons depuis la pandémie de Covid-19 en 2020. Cette annonce semble indiquer la volonté de *Botswana Railways* de relancer le secteur.

## Mozambique

### **Accord des autorités mozambicaines pour les termes du contrat de concession d'hydrocarbures confié à CNOOC**

Le 26 mars dernier, les autorités mozambicaines ont approuvé les termes et conditions des contrats d'exploration / production d'hydrocarbures entrant dans le cadre du 6ème appel d'offres pour la concession de blocs de recherche et production d'hydrocarbures. Portant sur 5 blocs offshore situés dans le centre du pays (A6-E, A6-G, A6-D, S6-A e S6-B), cet appel d'offres lancé en novembre 2021 avait été attribué en 2022 au groupe chinois CNOOC, en partenariat avec la

société publique mozambicaine ENH. Cette entreprise, qui porte systématiquement les participations de l'Etat mozambicain dans les consortiums d'exploitation pétrolière et gazière et production de GNL, prendrait là des parts de capital plus élevées qu'habituellement, jusqu'à 30%. Les travaux comprendront la réalisation d'au moins : 26 000 km<sup>2</sup> de modélisation en sismique 3D ; 4 puits de recherche en eaux profondes ; d'études géo-scientifiques au large des régions du bassin du fleuve Save et Angoche.

## Namibie

### **La Banque centrale publie son rapport annuel (*Bank of Namibia*)**

Le 31 mars, la Banque centrale namibienne a publié son rapport annuel pour l'année 2023, qui présente notamment les données relatives à la balance des paiements. Sur l'année 2023, la Namibie a enregistré un déficit courant, qui s'est creusé (+29,2%), pour atteindre 34,1 Mds NAD (1,8 Md USD, soit 15% du PIB). Cette dégradation de la balance courante pour la troisième année consécutive après l'excédent courant de 2020 (seule année excédentaire depuis 2008) s'explique notamment par la progression du déficit de la balance des services (+586% à 18,5 Mds NAD) - en lien avec la forte hausse d'importations de services liés aux activités d'extraction minière, mais aussi d'exploration pétrolière (activité de prospection des gisements d'hydrocarbures dans le bassin de l'Orange). En parallèle, le déficit des revenus primaires s'est également creusé (+20,9% à 9,6 Mds NAD), en lien avec une hausse des dividendes versés aux acteurs non-résidents. A l'inverse, le déficit de la balance commerciale s'est légèrement réduit (-3,7%) à 30,3 Mds NAD. En effet, les exportations ont fortement progressé (+18,6% à 85,7 Mds NAD), portées par la bonne performance du secteur minier (or, diamant, uranium). En parallèle, les exportations ont également augmenté, mais à un rythme moins soutenu (+11,8% à 116 Mds NAD). Concernant le compte financier, la Namibie a enregistré des sorties nettes de capitaux, pour un montant de 31 Mds NAD (1,7 Md USD), après des sorties nettes de 26,1 Mds NAD l'année précédente. En parallèle, la dette

namibienne atteignait 148,8 Mds NAD (soit un ratio de 65,3% du PIB) au 31 décembre 2023, une augmentation de 8,1% sur un an portée principalement par la hausse de la dette domestique (+7,9%). Si la dette externe, qui représente 25% de la dette totale, augmente également (+9,4%), sa hausse est liée à la détérioration du taux de change (-8,6% par rapport à au dollar américain sur un an).

### **La mine d'uranium de Langer Heinrich en Namibie a annoncé le redémarrage de sa production (*Mining Review*)**

La société minière australienne Paladin Energy a annoncé le 2 avril 2024 le début de la production à la mine d'uranium Langer Heinrich en Namibie. Il est prévu une production totale de 77 millions de livres (38 500 tonnes) sur une durée de vie de 17 ans, avec un pic annuel de 6 millions de livres (3 000 tonnes). Le redémarrage de la mine devrait conforter la place de la Namibie comme premier producteur d'uranium en Afrique, devant le Niger.

Pour rappel, la mine de Langer Heinrich a été placée en régime de maintenance et entretien en 2018, à cause de la faiblesse des prix de l'uranium. Le démarrage de sa production intervient dans un contexte où les prix de l'uranium ont plus que doublé au cours des trois dernières années, culminant à plus de 100 USD la livre en janvier 2024. Cette hausse peut notamment s'expliquer par le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire et a également un impact dans d'autres pays de la région comme le Malawi et le Botswana où des projets de mines d'uranium sont aussi à l'étude. Les autres mines d'uranium de la région qui étaient à l'arrêt n'ont pas encore annoncé de date de reprise d'exploitation.

## **Zambie**

### **Le fonds émirati International Holding Company (IHC) s'intéresserait à la mine de cuivre de Lubambe (*Lusakatimes*)**

Selon la presse zambienne, le fonds souverain d'Abu Dhabi, *International Holding Company* (IHC), serait intéressé par un investissement dans la mine de cuivre de

*Lubambe*. Cette expression d'intérêt aurait été transmise via *International Resources Holding*, filiale de IHC, à la holding *EMR Capital*, dont les 80% de participations dans la mine font actuellement l'objet d'une procédure de vente. En 2023, Lubambe avait produit 15 000 tonnes de minerais de cuivre. IHC pourrait ainsi se retrouver en concurrence avec la société chinoise JCHX, spécialisée dans les services miniers de sous-traitance, qui avait en janvier des discussions avec EMR Capital pour acquérir ces parts. L'actionnaire minoritaire (20%) reste l'Etat zambien, via la société nationale ZCCM-IH. En novembre 2023, International Resources Holdings (IRH) avait déjà été retenu comme nouvel investisseur stratégique dans la mine de Mopani, pour prendre une participation de 51 % en échange d'une injection de capital de 1,1 Md USD. Les groupes sud-africain Sibanye Stillwater et chinois Zijin Mining Group s'étaient également positionnés sur cet investissement. Alors que les pays du Golfe présentent des stratégies ambitieuses pour diversifier leurs économies et développer de nouvelles industries vertes, ces investissements témoignent de leur volonté de sécuriser leurs approvisionnements en minéraux via des prises de participation en Afrique, en concurrence des intérêts chinois établis historiquement. Le groupe étatique chinois Non-Ferrous Corporation Africa, qui opère sous le nom de Luanshya Copper Mines, a ainsi investi plus de 1,5 Md USD au cours des 25 dernières années dans le secteur minier du pays et s'est engagé à investir 1,3 Md USD supplémentaires dans divers projets au cours des cinq prochaines années.

### **La Banque mondiale a octroyé un don de 157 MUSD pour soutenir l'émancipation des femmes**

Le 28 mars, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 157 MUSD, pour déployer la seconde phase du programme *Girls' Education and Women's Empowerment and Livelihoods for Human Capital Project* (GEWEL II). Le projet, financé à hauteur de 150 MUSD par l'*International Development Association* (IDA) et 7 MUSD par le fonds *Global Financing Facility for Women, Children, and Adolescents*,

poursuit les objectifs d'émancipation des femmes, en favorisant notamment l'accès à l'éducation et aux emplois. Il devrait ainsi soutenir 1,5 M de foyers vulnérables via deux volets principaux : i) paiement direct de frais de scolarité pour maintenir des jeunes filles dans le système éducatif ; ii) des activités de formations et un accès à des transferts sociaux pour favoriser l'activité professionnelle de certaines femmes.

## Zimbabwe

### Investissements chinois au Zimbabwe pour la réhabilitation d'une usine de coke (The Herald)

Selon la presse locale, l'entreprise zimbabwéenne Hwange Colliery Company Limited, spécialisée dans l'extraction, le traitement et la commercialisation du charbon, aurait passé un contrat avec une entreprise chinoise, dont le nom n'est pas précisé, pour reconstruire sa batterie de fours à coke. Celle-ci avait été mise hors service en 2014 en raison de coûts d'exploitation élevés. La remise en état de la batterie de fours à coke est estimée à environ 10 M USD. Pour rappel, les fours à coke permettent de transformer de manière très polluante le charbon en coke

métallurgique. Le coke est principalement utilisé en sidérurgie pour réduire le minerai de fer dans un haut fourneau afin d'obtenir la fonte qui est ensuite transformée en acier.

Cette décision de la part d'Hwange Colliery peut étonner sachant que la demande mondiale de coke est atone en raison d'une offre excédentaire et du peu d'appétit de la Chine, le plus grand consommateur de coke. De plus, en 2014, Hwange Colliery avait renoncé à reconstruire sa batterie de fours à coke, deux ans après avoir lancé un appel d'offres car il avait été estimé que la batterie de fours à cokes était devenue trop coûteuse à exploiter. Néanmoins, les ventes de Hwange pour les neuf premiers mois de 2023 ont grimpé en flèche pour atteindre 2,8 millions de tonnes, soit une augmentation de 163% par rapport à la même période en 2022 ce qui pourrait motiver cette décision.

|                | Taux de change au | Evolution des taux de change USD (%) |            |          |                                   |
|----------------|-------------------|--------------------------------------|------------|----------|-----------------------------------|
|                | 07/04/2024        | Sur 1 semaine                        | Sur 1 mois | Sur 1 an | Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier |
| Afrique du Sud | 18,7 ZAR          | 0,9%                                 | 0,5%       | -1,5%    | -2,1%                             |
| Angola         | 832,0 AOA         | 0,1%                                 | -0,2%      | -39,3%   | -0,4%                             |
| Botswana       | 13,5 BWP          | 0,7%                                 | 0,1%       | -4,0%    | -1,7%                             |
| Mozambique     | 63,2 MZN          | 0,0%                                 | 0,0%       | 0,0%     | 0,0%                              |
| Zambie         | 24,6 ZMW          | 1,5%                                 | -2,6%      | -18,7%   | -4,5%                             |

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda  
[leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr)